



Jürgen Rüttgers / Frank Decker (dir.). *Europas Ende, Europas Anfang*. Bundeszentrale für politische Bildung, 2017 (1^e éd. Campus Verlag 2017). ISBN 9783742501325. (*Fin de l'Europe, Naissance de l'Europe*).

Dans cette édition aujourd'hui épuisée, diffusée par la Centrale fédérale d'éducation politique, un organisme officiel de la République Fédérale d'Allemagne, on peut se faire une idée de la discussion concernant l'organisation de notre continent du côté de la science politique chez notre voisin. Sur 21 textes, presque tous issus de cours magistraux « européens » tenus à l'université de Bonn, seul un texte « non allemand » (Antoine Vauchez). Un texte autrichien et le texte d'un professeur de Princeton, Jan-Werner Müller, spécialiste du populisme, comme le codirecteur de la publication et professeur à Bonn, Frank Decker, ne relèvent pas d'une approche internationale. L'autre codirecteur du volume, Jürgen Rüttgers, est un homme politique chrétien-démocrate, né en 1951, ancien premier ministre du Land de Rhénanie du Nord-Westphalie (2005-2010), inspirateur (mais pas vraiment auteur) du mot d'ordre *Kinder statt Inder* (Des enfants, pas des Indiens... sous-entendu : devant les ordinateurs), alors qu'on envisageait de faire venir d'Inde en Allemagne des informaticiens... qui ne sont jamais venus. Son texte introductif est intéressant : d'abord un raccourci étonnant de l'histoire de notre continent, qui fait se succéder en un court paragraphe l'Europe de Napoléon et celle d'Adolf Hitler (qui, est-il tout de même dit, a voulu conquérir l'espace vital à l'Est et anéantir le peuple juif). Ensuite l'idée selon laquelle la volonté française d'être une grande puissance a toujours été davantage une apparence qu'une réalité et que De Gaulle savait que la *Grande nation (sic)* avait besoin de « nouvelles réponses ». La Révolution française échoue comme la Révolution d'octobre et seule la « Grande révolution émancipatrice de 1989/1990 » apporte non seulement la réunification (*sic*) allemande, mais la réunification (*sic*) européenne : à aucun moment cet homme politique ne rappelle qu'il a fallu les millions de morts de la Grande Guerre pour rétablir la Pologne et créer les Etats indépendants de Tchécoslovaquie, Hongrie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Yougoslavie, pour libérer la Belgique, etc. La sortie de la Grande-Bretagne (qui n'est pas expliquée...), poursuit Rüttgers, demande une réponse, la séparation de la nation et de l'État, une Europe unie plus démocratique, manifestement fédérale. On nous pardonnera d'avoir consacré quelques lignes à la pensée d'un homme politique et docteur en droit de l'université de Cologne. Dieter Grimm présente le processus d'européanisation comme, au départ, la volonté de la France de contrôler un continent qui lui échappait et réfléchit à une meilleure légitimation démocratique de l'Europe en formation. Udo di Fabio espère conjurer la menace populiste par un meilleur équilibre entre économie et démocratie. L'euro-scepticisme (qui n'est pas l'antieuropéanisme) est au cœur du texte de Lazaros Miliopoulos – qui range toutefois l'UKIP dans... l'euro-scepticisme. Tanja A. Börzel appelle au respect des valeurs fondamentales européennes en matière de migration tandis que Timm Beichelt, qui partage ce point de vue, note que pour mieux s'entendre entre eux sur le plan européen les États doivent afficher leurs intérêts propres. Herfried Münkler décrit la position de puissance centrale occupée par l'Allemagne, acteur « semi-hégémonique » dont le rôle européen dépend étroitement du soutien de l'électorat (allemand) au projet européen. Dominik Geppert analyse le Brexit comme une invite à organiser l'UE selon les vœux britanniques et à renforcer la coopération germano-britannique. Jan-Werner Müller préconise la constitution d'une commission de Copenhague pouvant agir efficacement contre des membres de l'UE en rupture avec les valeurs démocratiques. Gesine Schwan plaide pour une démocratisation transnationale par le bas, à partir de projets citoyens, Frank Decker pour un suffrage européen unique, une « européanisation » des élections européennes, une élection directe ou par le parlement du président de la commission et la légitimation du choix des membres de cette commission (réduite à moins de 28 membres) par des élections européennes et non par les seuls gouvernements européens. Antoine Vauchez attire l'attention sur le rôle primordial des organismes indépendants européens (banque, commission, cours de justice) et tente d'envisager leur meilleure intégration

politique : il ne s'agit pas de les légitimer sur le plan électoral, mais de mieux les ajuster aux sociétés réellement existantes (parité des sexes, représentation des syndicats, etc.). Fritz W. Scharpf prône une intégration différenciée économique et surtout monétaire, offrant aussi une perspective aux pays qui ne sont pas dans la zone euro, tandis que Roland Sturm analyse les effets des politiques d'austérité et que Christoph M. Schmidt appelle à tirer les leçons de la compétition économique entre les pays européens et à ne pas rechercher à tout prix une harmonisation condamnée d'avance. Anna Wenz-Temming envisage la situation financière de l'UE après le Brexit, un retour à un engagement financier clair des grands pays au service de la cause commune et à un recul de la mise en avant des intérêts nationaux, afin de préparer la possibilité d'une imposition européenne directe. Dans le dernier texte, Philipp Ther, se référant à la crise des réfugiés de l'automne 2015, estime que, si les efforts nécessaires sont faits, l'intégration aura lieu, même s'il faut penser qu'elle demandera le temps de plusieurs générations. Le lecteur français, si souvent confronté dans les médias écrits et audiovisuels à l'expertise des spécialistes de science politique parisiens (et très rarement provinciaux), découvrira une science politique allemande répartie sur de nombreuses villes (sept en Allemagne et Autriche, Berlin et forcément Bonn étant surreprésentées) et se passant de toute référence bibliographique à la science politique française. Ici aussi l'Union européenne reste un projet à améliorer, et l'on peut craindre que dans l'autre sens il n'en aille pas autrement. Au total, un livre aux analyses parfois étrangement inquiétantes, voire confondantes (notamment dans les contributions de J. Rüttgers, H. Münkler et D. Geppert) ou aux propositions parfois abstruses, mais dans l'ensemble des universitaires qui se reconnaissent dans le projet européen et souhaitent d'une manière ou d'une autre le faire progresser. François GENTON.